

Halte au massacre à Gaza

En deux semaines, l'offensive israélienne sur Gaza a déjà fait plus de 850 morts palestiniens, dont 270 enfants. Une guerre ? Plutôt un massacre. Les dirigeants d'Israël affirment que leurs bombes ne ciblent pas le peuple palestinien, mais seulement le Hamas, ce parti islamiste qui exerce certes une dictature mais a gagné les élections législatives de 2006 parce que la population palestinienne est poussée dans ses bras par les compromissions des dirigeants de l'OLP.

En visant des écoles, des marchés, des mosquées, l'armée israélienne ne se donne même pas la peine d'entretenir l'illusion. Cette guerre contre un peuple soulève l'indignation de milliers de manifestants de par le monde, qui ont exprimé leur solidarité. La révolte des Palestiniens est légitime. Il s'agit bien d'un nouveau massacre pour pousser toujours davantage dehors la population d'une Palestine que l'Etat sioniste d'Israël s'applique depuis 60 ans à vider de ses habitants par des moyens sanglants.

L'attaque de l'armée israélienne contre la bande de Gaza est un nouvel épisode de cette guerre. Les premiers camps de réfugiés de Gaza datent de 1948, rassemblant dans cette petite zone alors sous contrôle égyptien une partie des Palestiniens expulsés de leurs villages par les groupes paramilitaires sionistes. Avec la guerre des six jours, en 1967, la bande de Gaza ainsi que la Cisjordanie ont été occupées par Israël. Après bien d'autres guerres (notamment celle de 1973) et raids militaires israéliens, les accords de 1993, signés sous la houlette des USA, entre l'OLP (organisation de résistance palestinienne laïque de Yasser Arafat) et Israël, n'ont en rien apporté la paix annoncée. Les territoires, Gaza et Cisjordanie, confiés à une Autorité palestinienne (même pas un Etat indépendant reconnu), ne sont que des ghettos de misère, des prisons géantes qu'Israël a continué à grignoter en y multipliant ses colonies. Certes, l'Etat d'Israël a fait démanteler en 2005 ses implantations de colons à Gaza, région la plus pauvre, mais pour mieux accélérer les implantations dans les deux autres territoires sous Autorité palestinienne, Cisjordanie et Jérusalem-

Est. Rien d'étonnant qu'après des décennies d'occupation, vexations, humiliations et guerres, le Hamas ait pu remporter l'assentiment populaire et les élections en 2006, se présentant comme le champion de la lutte des Palestiniens trahie par le Fatah et l'OLP qui laissent faire l'occupant. Ironie de l'histoire, dans les années 1970, c'est l'occupant israélien qui avait favorisé les courants islamistes, dont est issu le Hamas, pour contrer l'essor et l'influence du principal parti de la résistance palestinienne, l'OLP.

De cette guerre permanente contre le peuple palestinien, la population israélienne elle-même est l'otage. Car elle vit dans la peur des attentats et subit elle aussi l'état de guerre permanent. Plusieurs milliers de réservistes viennent encore d'être appelés pour tuer, mais aussi risquer leur peau à Gaza.

Les dirigeants israéliens sont encouragés dans leur politique colonialiste par les gouvernements des Etats-Unis et des grandes puissances, pour lesquels Israël est un pion et un gendarme dans ce Moyen-Orient où elles ont tant d'intérêts stratégiques et pétroliers. La dernière résolution de l'ONU n'appelle à un cessez-le-feu qu'en laissant à Israël le soin d'en choisir le moment et les modalités. Et les gesticulations de Sarkozy pour « l'arrêt des violences » ou des bombardements moins « disproportionnés » sont dérisoires ! Il ne joue aux médiateurs, que pour donner l'illusion qu'il prendrait en compte, un peu plus que les autres, les intérêts des États arabes où les entreprises françaises ont de puissants intérêts, au Liban et en Syrie, anciens protectorats français, et en Egypte où Lafarge a récemment acheté une des plus grandes cimenteries.

Travailleurs de France et d'ailleurs, nous devons être solidaires du peuple palestinien et participer aux mobilisations contre l'offensive à Gaza. Mais la solution aux conflits de la région ne pourra venir que des luttes des travailleurs palestiniens et israéliens pour mettre un terme à l'exploitation et l'oppression, précisément maintenues par la politique agressive de l'Etat d'Israël et des puissances complices.

En décembre éjectés, en grève en janvier

Juste avant la fermeture de fin d'année, nous avons été 800 au Technocentre et 200 à Lardy à nous rassembler, Renault et prestataires mélangés, pour protester contre l'annonce brutale de la fin des prestations.

Plusieurs syndicats appellent à une nouvelle mobilisation devant le Technocentre jeudi 15 janvier à 11 heures. C'est le moment de faire monter la pression et de montrer que nous ne sommes pas disposés à nous laisser faire, pas plus Renault que prestataires.

Variables d'ajustement

A la rentrée de janvier, plus d'un millier de prestataires ont disparu du Technocentre. La direction a bien dû en garder quelques-uns, ici ou en schéma 4, mais ce n'est que provisoire.

Les reclassements dans d'autres entreprises vu la conjoncture générale seront très limités. D'où pour les uns des congés forcés, comme chez Akka ou Assystem (3 semaines en plus des 2 de Noël) et pour d'autres du chômage technique, comme chez Polymont, Idestyle ou Magna Steyr. Mais des licenciements se profilent déjà comme pour 45 des 89 salariés de MBPM à Maurepas qui travaillaient majoritairement pour Renault.

Les suppressions d'emplois plus ou moins « volontaires », le chômage technique et les congés forcés sont aussi le lot des salariés de Renault. Et si on tentait le « tous ensemble » ?

Crise ou pas : les profits d'abord

Malgré la crise, la direction de Renault maintient les engagements du Contrat 2009, même si les objectifs chiffrés seront revus à la baisse.

Lors de son open forum du 16 décembre, Patrick Pelata a ainsi déclaré que la priorité est toujours de faire de Renault le constructeur européen le plus rentable, celui avec la meilleure marge opérationnelle. Puisque les ventes diminuent, la seule façon d'atteindre cet objectif est de diminuer les dépenses : projets, investissements mais aussi masse salariale.

Si on veut que l'emploi et les salaires ne soient pas sacrifiés pour augmenter la marge opérationnelle, il va falloir se faire entendre.

Ma grosse entreprise ne connaît pas trop la crise

Le recul des ventes pour 2008 sera finalement limité à 0,7 % en France. Renault se paye même le luxe d'augmenter sa part sur le marché mondial de 3,6 % et de faire certainement 2 milliards d'euros de bénéfices. Une crise très relative somme toute.

Mobilités : la direction joue aux play-mobiles

Dans certains secteurs la hiérarchie demande à des salariés de se trouver du travail ailleurs. Soit il faut se trouver un poste tout seul, soit le poste est quasiment imposé même si le salarié n'en veut pas. Ou bien à l'inverse, on bloque la mobilité de celui ou de celle qui a trouvé un poste ailleurs.

C'est ça, le plan anti-stress de la direction ?

Désengagez-vous qu'ils disaient

139 départs au 12 décembre sur l'établissement de Guyancourt. Autant dire que la direction a du mal à remplir son quota de « volontaires ». Et pour cause, vu la conjoncture et les conditions de départs.

Alors elle fait le forcing à coup d'amphis à répétition et de pressions individuelles, pour notamment rassurer les candidats potentiels qu'ils auront droit aux ASSEDIC. Tu parles d'un avenir !

délation@renault.com

La dernière version du code de déontologie de Renault vient de paraître. Avis aux amateurs : on y apprend qu'il faut manifester sa « loyauté à l'égard des actionnaires » et s'abstenir de « tout acte de dénigrement » de « l'image de marque du Groupe ».

Un doute sur la moralité d'un collègue ? Il suffit maintenant de remplir le formulaire d'« alerte professionnelle » disponible sur l'intranet et de l'envoyer par mail. On n'arrête pas le progrès !

De plus en plus insupportable

Renault met aussi la pression sur les sous-traitants des fonctions supports. A Samsic (sécurité) ou Vestalia (maintenance, logistique, courrier...), les intérimaires sont remerciés et les embauchés sont aussi visés. A la chasse au cash, Renault n'oublie personne.

Le froid, ça nous chauffe

Dans certains plateaux mal conçus et mal adaptés du Design, il y a eu la semaine dernière des températures jusqu'à 13°C. Comme taper sur un clavier avec des moufles c'est pas pratique, la direction a fourni des chauffages d'appoint... qui ont fait disjoncter le système électrique.

A force, c'est nous qui allons chauffer et peut-être même péter les plombs.

Dessine moi un mouton

A la DIV pour remplacer les prestataires, on demande au pied levé à des collègues de partir en formation, notamment sur Catia, et à d'autres de se transformer en formateurs. Dans ce contexte, avoir des dessinateurs opérationnels en 3 semaines va relever du miracle. Saint Ex, avec nous !